

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321
Email: situationroom@africa-union.org

**Allocution de l’Ambassadeur Ramtane Lamamra,
Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l’Union africaine,**

**A l’Ouverture du Séminaire sur le Service Civique d’Aide au
Développement (SCAD)**

**Conakry, République de Guinée
13 Mars 2013**

Excellence Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée;

Excellences Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement;

Excellences Ambassadeurs et représentants des organisations partenaires;

Excellences, chers participants, honorables Invités,

Au nom de la Commission de l'Union africaine, permettez-moi d'exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement et au peuple de Guinée pour l'accueil qui nous a été réservé à Conakry. Permettez-moi de remercier tout particulièrement Son Excellence le Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, non seulement pour son engagement personnel et ses décisions en faveur de la réussite de ce séminaire, mais aussi et plus généralement pour sa contribution remarquable à la recherche de solutions aux crises et tensions auxquelles la sous-région de l'Afrique de l'Ouest est confrontée. Je me dois d'ajouter qu'en cette année de célébration du 50^{ème} anniversaire de l'OUA-UA, sous le double signe du Panafricanisme et de la Renaissance africaine, la contribution méritoire du Président Alpha Condé à l'éveil des consciences et à un sursaut collectif salutaire en faveur de l'unité pour la prospérité et la paix dans notre continent est source de fierté et d'encouragement pour tous.

Monsieur le Président, le fait que vous honoriez cette cérémonie d'ouverture de votre présence, malgré vos nombreuses obligations, témoigne de l'importance que vous accordez à cette initiative novatrice, qui ambitionne d'explorer une des initiatives de réponse possible à la question essentielle de

l'insertion professionnelle et du chômage des jeunes, à laquelle la grande majorité de nos États membres sont confrontés.

Permettez moi, tout d'abord, de souhaiter, au nom de l'ensemble de la Commission, la bienvenue aux délégués de nos Etats membres, ainsi qu'à nos estimés partenaires et amis, qui ont pris de leur temps pour rehausser cette occasion de leur présence. Je note, avec grande satisfaction, la présence de l'Ambassadeur Saïd Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et celle du Général de Corps d'Armée Bruno Clément-Bollée, Directeur pour la Coopération de Sécurité et de Défense du Ministère Français des Affaires Étrangères (DCSD). Je sais que ces deux personnalités sont persuadées des promesses de cette initiative et qu'elles sont pleinement engagées en sa faveur.

Excellences, chers participants, honorables Invités,

Je disais que nous célébrons cette année les 50 années d'action africaine commune dans le cadre de l'OUA, née en 1963, puis de l'UA. Au-delà de la pérennité des valeurs référentielles de cette marche de l'Afrique vers l'accomplissement de son destin unitaire, il y a des étapes, peut être incomplètes, et des réalisations, sans doute imparfaites, qui appartiennent au patrimoine commun des peuples africains et qui dirigent une lumière crue sur les défis à relever, les horizons à ouvrir, les besoins à satisfaire et les ressources à mobiliser.

Comme vous le savez, la transformation de l'OUA a marqué un changement décisif de paradigme dans la façon dont les Africains entendent apporter des solutions africaines aux problèmes de l'Afrique et contribuer positivement à l'avènement de relations internationales dont tous les pays du monde seraient

acteurs et bénéficiaires. La posture proactive qui est la nôtre, notamment dans le domaine de la paix et de la sécurité sur notre continent, trouve son illustration dans l'Acte Constitutif de l'UA qui met en place une Architecture de paix et de sécurité (APSA), en lui conférant de larges responsabilités en matière de prévention, de gestion et de règlement des conflits. L'APSA est conçue comme un ensemble d'institutions et d'instruments fonctionnels avec pour vocation de répondre, d'une manière ordonnée et intégrée, à la vaste gamme de problèmes complexes inhérents à des situations de crise sur notre continent. C'est précisément sous cet éclairage que la prévention des conflits et la consolidation de la paix prennent toute leur importance.

L'engagement de l'UA à soutenir la consolidation de la paix, la reconstruction et le développement, a conduit notre organisation continentale à mettre en œuvre et à accompagner nombre d'actions concrètes dans nombre de pays en situation post conflit sur le continent. Ce travail est basé sur les orientations du Cadre d'action de l'UA pour la reconstruction et le développement post conflit (RDPC), adopté en 2006 à Banjul, en Gambie, ainsi que sur les dispositions pertinentes du Protocole portant création du Conseil de Paix et de Sécurité. Le cadre de l'UA pour la RDPC est conçu comme un ensemble d'outils visant à : (i) consolider la paix et prévenir la reprise de la violence; (ii) aider à s'attaquer aux causes profondes des crises; (iii) encourager et accélérer la planification et la mise en œuvre d'activités de reconstruction; (iv) et améliorer la complémentarité et la coordination entre les différents acteurs engagés dans les processus de reconstruction et de développement post conflit.

Dans le cadre des différentes activités de suivi et de la mise en œuvre du Cadre d'action pour la RDPC, la Commission de l'UA, à travers le Département Paix et Sécurité, a organisé des missions d'évaluation multidisciplinaires dans plusieurs

pays (Burundi, République Centrafricaine, Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Libéria, Sierra Leone, Soudan et Soudan du Sud). Ces missions ont abouti à l'identification de domaines prioritaires pour un soutien éventuel par d'autres États membres, en complément à l'appui des partenaires internationaux.

Au regard de l'ampleur des défis à relever, l'UA a lancé, en Juillet 2012, l'Initiative de Solidarité Africaine (ISA), en vue de mobiliser, au niveau du continent, un soutien accru aux efforts de reconstruction et de développement post conflit. L'ISA vise à stimuler la mobilisation d'engagements et de contributions de toute nature, en ressources financières mais aussi en ressources humaines, concourant au renforcement de capacités locales, afin de soutenir les efforts nationaux de reconstruction et de développement dans nombre de pays africains. L'Initiative cherche donc à encourager les pays africains à proposer une assistance directe à ceux des leurs qui en expriment le besoin, dans un esprit de partage mutuellement intéressant. Cette initiative a naturellement vocation à prendre la forme d'actions et de projets de coopération triangulaire, avec le concours, notamment financier, de partenaires internationaux bilatéraux et multilatéraux, y compris dans le contexte de la coopération Sud – Sud.

La doctrine et la pratique du Service civique d'aide au développement se présentent précisément comme participant de la même vision et concourant aux mêmes finalités. C'est dire que le séminaire sur le SCAD, qui nous réunit ici aujourd'hui, est en parfaite résonance, non seulement avec nos activités de développement post conflit, y compris celles relatives à la réforme du secteur de défense et de sécurité ainsi qu'aux programmes DDR, mais aussi avec la prévention structurelle des crises, en anticipant sur les ferments crisogènes, en

agissant sur les causes des tensions sociales et en jetant les bases d'un développement humain harmonieux bénéficiant aux populations du Centre comme de la périphérie.

Excellences, chers participants, honorables Invités,

Il est un fait que la structure démographique de nos pays souligne la vigueur d'une couche importante de jeunes, diplômés et formés ou non, dont bien des analyses pointent la présence comme un défi, voire une menace latente à la stabilité de nombre de nos pays. D'aucuns trouvent même dans cette donnée une sorte de «déterminisme démographique» des Révolutions en Afrique du Nord. Mais le pari légitime sur la réussite de nos Etats, fondé sur la créativité et l'énergie de cette jeunesse, encourage à envisager les questions liées à la formation professionnelle et à l'emploi des jeunes, comme autant de chances et d'opportunités à saisir. Pour cela, il est nécessaire de continuer à prendre des initiatives audacieuses et novatrices, comme précisément celle dont le service civique d'aide au développement est porteur.

Le potentiel de cette formule est considérable. Il se prête à des projets modestes mais fort utiles comme à des entreprises à grande échelle génératrices de résultats de grande portée. Tenant compte d'expériences menées dans certains pays africains, dont la Guinée est une brillante illustration, le Service Civique d'Aide au Développement (SCAD), adapté au contexte et aux besoins africains, permet de contribuer à la formation de notre jeunesse et à son insertion professionnelle ainsi qu'au développement économique, concourant simultanément à la stabilité globale de nos pays, donc à la prévention structurelle de crises et conflits, à laquelle nous

souhaitons faire toute la place qu'elle mérite, ainsi qu'au développement socio-économique de nos peuples.

Le défi du chômage en général, et la marginalisation qui frappe souvent durement les jeunes en particulier, doivent en effet être considérés comme une hypothèque pesant sur la paix sociale et la sécurité humaine. Ils doivent donc être pris en charge, de manière résolue, pour promouvoir la valeur et la dignité de la personne humaine et mettre une grande frange de nos concitoyens à l'abri de tentations de toutes sortes, entretenues par des entrepreneurs de violence qui sapent par leurs actions les fondements mêmes de nos sociétés et de notre démocratie.

Excellences, chers participants, honorables Invités,

Je me dois de vous féliciter tous pour avoir accepté de partager vos expériences et pour témoigner que vos efforts ont, dans bien des cas, transformé des rêves en réalité. Permettez-moi de former le vœu que vos échanges et les conclusions que vous voudrez bien formuler ici nous permettront de contribuer à ouvrir des perspectives à une jeunesse qui peut et doit être valorisée comme la richesse principale du continent africain.

Pour notre part, nous y attachons un grand prix. Je vous exhorte donc à faire preuve de créativité et d'ambition dans vos délibérations pour faire en sorte que Conakry demeure, comme durant l'épopée de la libération de l'Afrique du joug colonial, synonyme d'espérance et de persévérance.

Je vous remercie.